Croatie : Pain et pierre – « Nous prouverons qu'il vaille la peine de se battre pour chaque poste de travail »

mardi 10 juillet 2012, par PAVLOVIC Radoslav (Date de rédaction antérieure : 23 juin 2012).

« Il se peut que l'opinion publique nous prenne pour des fous, qu'elle nous classe comme des écervelés, comme tant de gens qui se battent pour leurs droits. Mais nous prouverons qu'il vaille la peine de se battre pour chaque poste de travail. Nous resterons imperméables aux décisions du comité de créanciers au sujet de nos licenciements »
Tonči Drpić (lire : Tontchi Dhrpitch), président du Syndicat indépendant de Jadrankamen

C'est par ces mots que le dirigeant des carriers de l'ile de Brač (Bratch) en Croatie annonce le 5 juin dernier une lutte sans trêve, une guerre totale à tous ceux qui se sont jurés à Zagreb, à Split et dans leur village de Pučišće (Pou-tchi-ch-tché) de liquider cette mine qui nourrit son homme depuis des siècles.

A la tête d'affiche de luttes sociales en Croatie, de plus en plus dures, amères et déterminées, l'entreprise de « cueillette de pierre », comme on le dit en jargon du métier, a marqué la vie de la plus grande ile croate d'un sceau non de simple conflit de travail, mais d'une véritable guerre sociale. Et elle dure depuis plus d'un an. Officiellement l'entreprise Jadrankamen (pierre d'adriatique) est mise en liquidation judiciaire, les salaires ne sont pas versés depuis des mois, les ouvriers s'opposent à la fermeture et le populaire Tontchi déclare la « désobéissance civile » à l'Etat tout entier. Bras de fer est lancé, qui gagnera ?

Si la pierre d'Istrie a entièrement fourni la cité de Venise depuis l'an mil, la pierre marbrière blanche de Brac, appelée « veselje » (fête, joie), à grain fin et plus dure, donc susceptible d'être polie (comme comblanchien de Bourgogne, qui est grise), a fourni depuis des siècles les palais des riches largement au-delà de l'Adriatique : Palais de Dioclétien à Split, Parlement hongrois à Budapest, Hôtel de ville de Vienne, Maison Blanche à Washington. Tout dernièrement, la fameuse place Stanislas de Nancy, chef d'œuvre du XVIIIe siècle, est entièrement repavée de cette pierre croate. De la demande il y en avait et il y en a toujours, les nombreux clients s'impatientent devant la porte, les blocs sont disponibles, les machines son en état de marche, les ouvriers ne demandent qu'à travailler, mais voilà le compte en banque est bloqué, tout est bloqué.

Cette absurdité est l'image du capitalisme mafieux qui ronge les pays d'Europe centrale et orientale comme un cancer : il est capable de liquider les entreprises les plus performantes, de rejeter des milliers d'ouvriers au chômage, tout pour quelques mètres carrés de bons placements immobiliers. La démocratie en place, qu'elle soit de couleurs conservateurs ou social-démocrates, n'est que courroie de transmission d'un capitalisme déprédateur. Les syndicalistes croates les plus avancés y voient depuis longtemps les doigts du capital international, protégé par Bruxelles, mais sur le plan politique la classe ouvrière croate, comme celle des pays voisins en Europe centrale et orientale, est sans son expression politique, sans un seul député à elle, car le capital mafieux a mis la main sur la presse et les institutions politiques. Et comme la Croatie vient d'être admise en Union européenne, la fameuse « stratégie de choc » ne fait que commencer …

Le visage des hommes de pierre sont d'un bronze profondément labouré par le soleil, la sueur et la poussière blanche. La vie dure imprime à leurs familles depuis des générations le même esprit de solidarité et de détermination que connaissent les mineurs. Leurs femmes ont une association locale appelée « femmes de pierre ». Depuis la seconde guerre mondiale ils en ont « cueilli » des milliers de mètres cubes, le sol généreux de l'ile et les mains agiles ont rapporté beaucoup de devises à l'Etat, plus d'un bureaucrate local ou national s'est fourni sur place, on a fourni les palais de Split, la mairie locale et même maisons individuelles des carriers de village. Les ouvriers en ont une telle fierté de leur travail et de leur pierre qu'ils en parlent comme de leur femme, sont capables d'en broder pendant des heures. Il y a quelques jours, avec l'aide des cinéastes, sculpteurs et sociologues qui sympathisent avec leur lutte, ils ont organisé toute une soirée à Zagreb sous le titre « Pain fait de pierre ».

Au cours des décennies ils ont également perfectionné leur outil, acheté des scieries modernes, remplacé la masse et le coin par le fil de fer diamanté. Mais voilà, les grands changements sont arrivés il y a une vingtaine d'années. Le nouveau pouvoir issu de la dislocation yougoslave, nationaliste et anticommuniste, celui de Tudjman et de son parti HDZ, a mis en place une privatisation obligatoire et mafieuse, sous couvert de défense nationale contre l'agression serbe. A tel point que la tête de la pyramide mafieuse, l'héritier de Tudjman et le premier ministre croate, Ivo Sanader, se trouve actuellement en prison sous le coup de très graves accusations de corruption. Ayant le tourisme comme activité économique principale, l'argent sale venait de tous les côtés pour s'y recycler, tout le pays fut mis en pièces, l'industrie comme l'agriculture. Un salarié pour un retraité, un chômeur sur trois salariés, le salaire balkanique pour les prix occidentaux… Les prix du gaz et d'électricité ont monté de 20% en mai dernier. C'est la Croatie d'aujourd'hui. Le rêve suédois s'est transformé en cauchemar grec.
Comme la privatisation fut déclaré symbole de démocratie et de progrès, les 800 ouvriers de Jadrankamen étaient bien obligés d'acheter les actions d'entreprise, pour des sommes symboliques, revendues aussi tôt à des prix également symboliques. Ils ne voulaient pas devenir les capitalistes, mais sauvegarder leur emploi. Or l'acheteur de la majorité des titres se trouve dans l'entourage de Tudjman, son sparing partenaire en tennis, le playboy Bruno Orešar, qui s'est avéré propriétaire d'autres entreprises importantes de Split, entre autres du bâtiment, toutes aujourd'hui en liquidation judiciaire. Jadrankamen avait le filon gratuit, rapportait gros, ce qui permettait au propriétaire de combiner les transactions financières de toute sorte, et au lieu que les pouvoirs publics y mettent leur nez, sous l'angle d' »abus de bien sociaux », tous les comptes bancaires ont fini dans le rouge et le propriétaire lui-même exige la liquidation judiciaire, ce qui est contraire à la loi. Au lieu que la justice mette le mafieux en prison, le mafieux fait marcher son copain politique, qui dit à la justice de ne pas se mêler à ce qui ne la regarde pas, mais de vendre les biens aux enchères pour payer l'Etat et les banques (seuls créanciers), alors que les ouvriers irons à l'Agence pour l'emploi. Bref, tout est légal.

Ce déni de justice la plus élémentaire met évidement les ouvriers en colère, ils se mettent en grève et occupent les lieux, y compris les bureaux. Déjà en avril 2011 ils ont compris de quoi s'agit-il : pour une heure de grève, déclarée « illégale » par le Tribunal de commerce de Split, sur la plainte du patron qui n'a jamais mis un seul pied dans une carrière (entre 10h et 11h le 21 février), ils étaient interdits de salaire pendant des mois ! Début mai 2012 le Tribunal de Split leur envoi un liquidateur judiciaire connu pour ses magouilles. Les ouvriers le mettent dehors, avec ses six gardes de corps, crâne rasé, tatouage et lunette de soleil inévitables, grâcement payés sur le compte de leurs salaires non versés depuis des mois.

Les syndicalistes vont à Zagreb, le gouvernement social-démocrate promet d'arranger l'affaire. Au lieu de cela, le ministre envoie sur l'ile en pleine nuit deux cent CRS, équipé à la dernière mode « antiémeute », pour déloger les grévistes avec les 25 policiers locaux. Dix ouvriers sont cueillis chez

eux et embarqués dans les paniers à salade. A Pucisce c'est la consternation, la révolte de toute la population, au parlement l'opposition profite pour marquer des points, le ministre de l'intérieur déclare ne faire que se mettre à la disposition de son collègue de justice. Le maire local du village, Kastelan, homme de la droite HDZ, complice de magouilles d'Orešar de longue date et membre du comité de créanciers, pousse les catholiques à se plaindre des syndicalistes, qui sortent leurs enfants de l'école avec les instituteurs pour les mettre comme boucliers devant les CRS : les « *rouges* » manipulent les enfants et les *« empêchent d'aller pacifiquement prier dans l'église »* !

Les ouvriers sont libérés le jour même, la presse fait bruit, quelques députés labouristes protestent, les syndicalistes croates se solidarisent, les entreprises sœurs de Split également. L'ancien liquidateur judiciaire donne démission, mais le nouveau – une femme, accueillie avec une rose blanche – continue l'ancienne procédure. Le syndicat élabore une proposition viable qui permet de payer les dettes, de sauvegarder 290 posters de travail, de reprendre la production en 24 heures, pourvu qu'on remette l'entreprise à l'Etat (qui est le principal créancier) et qu'on leur confie le contrôle sur la production. En vain ! Le dogme libéral admettra tout sauf le contrôle ouvrier, en occurrence légitime et hautement fiable, car les stocks sont disponibles, les clients sont devant la porte, les machines sont graissées et les ouvriers pleins d'ardeur à se mettre au travail, car l'oisiveté forcée tue… Il y a même la TVA à gagner pour le Trésor public ! Rien à faire, le capitalisme est incompatible avec les vœux pacifiques et productivistes des ouvriers. Il pousse inexorablement à la guerre sociale. Tontchi et ses camarades l'ont compris, ils déclarent la résistance totale de leur côté. Leur ile et leur carrière, c'est leur château fort, sur la façade de leur mairie de village il est écrit en gros : *« Neće proći »* (Non passaran). Est-ce qu'ils vont gagner ou pas, l'affaire est dès maintenant nationale : est-ce les travailleurs ou les mafieux qui auront la dernière ?

C'est dans ce contexte politiquement lisible que le petit groupe trotskyste croate « Radnička borba » (Lutte ouvrière), qui depuis deux ans travaille sérieusement à sa propre formation politique et théorique – ce qui est loin d'être le cas de « grandes » formations trotskystes en France et ailleurs, théoriquement débraillées et politiquement infectées d'un électoralisme à la petite semaine – ait intervenu directement en tant que groupe politique auprès des ouvriers de Bratch. Ils sont venus parfois de très loin, de Slavonie. Ils considèrent que le programme de transition de la IV internationale n'est pas du tout dépassé et s'en inspirent pour offrir aux travailleurs les revendications transitoires :

« C'est vous les travailleurs qui avaient crée cette entreprise et Jadrankamen vous appartient. C'est pourquoi elle doit appartenir à l'Etat sous contrôle ouvrier. Contrôle ouvrier, car vous ne pouvez pas avoir confiance ni à l'administration publique, ni aux managers qui suivent toujours leur propre intérêt. Si l'on laisse les entreprises aux requins [1], politiciens, bureaucrates et managers, la corruption, l'abus criminel et la déchéance continueront à sévir. Seul le contrôle ouvrier peut assurer le fonctionnement de l'entreprise dans l'intérêt de la majorité qui vit et travaille ici. »

« On voit bien ici que l'Etat n'est pas neutre, mais protège les capitalistes. La politique de SDP et la même que celle de HDZ. Il faut envoyer la police contre ceux qui volent l'entreprise et anéantissent la vie des travailleurs. C'est les mafieux qui doivent se trouver derrière les barreaux.

« Vos intérêts sont ceux de la majorité des opprimés – ouvriers, étudiants, chômeurs et retraités. Nous faisons 99% de la société croate et le pouvoir doit passer entre nos mains, et non entre ceux des nouveaux riches, hommes du grand capital et leurs valets politiques, dont ils financent les campagnes. Jadrankamen est l'un des principaux fronts de lutte pour ce changement et nous ne pouvons pas le laisser tomber. »

Radoslav PAVLOVIC

Notes

[1] On appelle communément requins (*tajkun*, en croate) dans tous les pays balkaniques les nouveaux propriétaires des entreprises, acquises sans qu'ils aient versé le moindre sou, tout simplement par le jeu d'écritures avec les ministres des partis politiques, dont ils sont financiers. Même lorsque la justice arrive dans les cas rares à les prendre la main dans le sac, les biens sociaux se sont évaporés entretemps et les ouvriers paupérisés dirigés vers les agences d'emploi d'Etat, qui n'ont ni argent pour indemnisations, ni de nouveaux emplois à offrir.